

PAS DE RENTRÉE DANS CES CONDITIONS !

Nous nous sommes réunies en conseil des maîtresses le 30/06/2026 à Saint Medard en Jalles à Gajac. Nous sommes attachées au service public d'éducation qui a pour mission de donner une chance à tous les élèves et leur permettre la réussite scolaire.

Nous déplorons :

- les fermetures de classes, sous prétexte d'une légère baisse démographique
En effet, il y a 1140 postes à créer dans l'E.N en Gironde (psychologues scolaires, infirmières scolaires, postes de remplaçants ,médecins scolaires). Au lieu d'en profiter pour d'améliorer les conditions de travail dans les écoles, collèges et lycées publics, le gouvernement organise méthodiquement leur dégradation.
- le manque de soutien de la part de notre hiérarchie afin d'avoir un appui cohérent.
- le nombre grandissant d'élèves accueillis avec des PAI (Projet d'accueil individualisé) lourds, sans personnel médical qualifié , ce qui induirait le report de gestes médicaux sur les enseignants- ce qui n'est pas notre métier (piqûres,contrôle de matériel, stress...)
- le déploiement des P.A.S (Pôles d'appui à la scolarisation) qui prennent des postes sur les classes dites « ordinaires » et se substituent au P.I.A.L . Les P. A.S contournent les notifications M.D.P.H. dans le but de dénotifier les élèves. Il y a en 5 cette année, il y en aura 35 l'an prochain puis 53 en 2027 (1000 en France) ! Il y a 50 000 élèves notifiés sans AESH en France à ce jour et 30 000 qui attendent une place en établissement spécialisé.
- la fermeture organisée des I.M.E (Instituts Médicaux Éducatifs) et de structures spécialisées (S.E.G.P.A) et le dispositif « Hors les murs ».
Mais pourquoi ? Un élève en milieu ordinaire coûte 7 fois moins cher qu'en milieu spécialisé.

L'État fait subir à l'Éducation Nationale ce qu'il a fait subir à France Télécom : dégrader les conditions de travail pour que les fonctionnaires démissionnent ou se suicident. Des contractuels non formés coûtent et vivent dans la précarité .

Du budget il y en a,mais pas pour vos enfants, seulement pour la guerre !

La priorité nationale ne devrait- elle pas être l'École Publique ? Ainsi que les autres services publics qui sont la pierre angulaire de notre République : Hôpital, Justice, Police. Nos impôts servent- ils à payer le France Libre et la marche vers la guerre ?

Qu'attendons -nous ?

Nous demandons :

- un statut pour les AESH, un salaire décent et un temps plein.
- le dégel du point d'indice et l'augmentation de notre salaire à minima à hauteur de l'inflation (33 % du salaire perdu entre 2000 et 2025)
- l'arrêt de l'inclusion systématique sans moyen ,mais une inclusion à hauteur des besoins des élèves , dans des structures spécialisées
- le recrutement sous statut et le ré-abondement des listes complémentaires
- le respect de nos Obligations Réglementaires de Service
- le respect de la liberté pédagogique
- l'arrêt des labellisations qui se calquent sur le management privé. L'ECOLE n'est pas à VENDRE. Pas d'AOC pour les classes !
- le retrait de la loi RILHAC qui fait du directeur notre supérieur hiérarchique .

Nous invitons tous les personnels à reprendre cette motion et à se mobiliser par la grève et tout autre moyen d'action.

Adopté par 11 P.E et 3 AESH

Mealba